

Déclaration de la représentante de la République du Nicaragua

Monsieur Alvaro Lario, Président du Fonds international de développement agricole,
Mesdames et Messieurs les Représentants du Conseil des gouverneurs du Fonds international de développement agricole,

Mesdames et Messieurs les Représentants des États membres,

Mesdames et Messieurs les Délégués et invités de marque,

La délégation de la République du Nicaragua tient à exprimer ses remerciements pour l'invitation qu'elle a reçue à participer à la quarante-sixième session du Conseil des gouverneurs du Fonds international de développement agricole. Elle saisit cette occasion pour transmettre les salutations fraternelles du Président de la République du Nicaragua, le Commandant Daniel Ortega Saavedra, de la Vice-Présidente, la Camarade Rosario Murillo, et du peuple nicaraguayen aux Gouverneurs du FIDA, aux représentants des États membres et aux chefs de délégation.

Monsieur le Président,

La quarante-sixième session du Conseil des gouverneurs du FIDA a lieu en 2023, à un moment historique pour l'humanité. Le début de reprise qui suit la pandémie est menacé par les crises mondiales énergétique, inflationniste, climatique et alimentaire, que la FAO a qualifiées de « tempête parfaite ».

Ces crises qui convergent ont un impact direct sur les populations les moins protégées, compte tenu des vulnérabilités structurelles persistantes, comme l'accès limité à l'éducation, à la santé et à d'autres services de base. Les inégalités économiques laissent les populations, les communautés, les nations et les systèmes agroalimentaires sans filet de protection sociale, ce qui compromet de plus en plus la sécurité alimentaire et nutritionnelle des populations.

L'État de la sécurité alimentaire et de la nutrition dans le monde 2022, qui décrit en partie le scénario actuel, reflète une fois de plus ce dont nous avons été témoins pour la quatrième année consécutive: nous nous trouvons à un tournant décisif, dans lequel les engagements pris dans le cadre du Programme 2030 et de ses objectifs semblent encore plus inatteignables. Toutes les estimations indiquent que, à travers le monde, des millions d'êtres humains supplémentaires souffriront de la faim et de la malnutrition dans les années à venir. C'est notre principal défi.

Face à ces enjeux de taille, nous réaffirmons que le multilatéralisme est et sera la seule solution possible si nous voulons renverser ces prévisions et nous atteler une fois de plus à garantir la réalisation progressive du droit à une nourriture suffisante dans le contexte de la sécurité alimentaire mondiale, régionale et nationale.

Monsieur le Président,

Notre Gouvernement de réconciliation et d'unité nationale considère qu'il est urgent de rationaliser les mesures en faveur de la sécurité alimentaire, qui doivent inévitablement inclure la promotion de nouvelles approches interdépendantes visant à transformer les systèmes alimentaires. Il faudra à cet effet utiliser de multiples outils tels que les nouvelles technologies, la science et l'innovation, de même que la dématérialisation des systèmes de production pour les rendre plus efficaces; tout cela, en promouvant l'utilisation rationnelle et durable des ressources naturelles.

Le Nicaragua est convaincu que les mesures destinées à garantir la sécurité alimentaire de nos populations assureront aussi l'ouverture du commerce interrégional et mondial ainsi que le respect des règles multilatérales, tout en évitant les distorsions du marché et en assurant le fonctionnement des chaînes d'approvisionnement alimentaire et agricole. Nous devons produire davantage d'aliments de meilleure qualité, en créant des mécanismes qui en garantissent l'accès physique, social et économique.

Monsieur le Président,

Malgré un contexte international extrêmement complexe, grâce à sa Politique agricole et à son Plan de production, de consommation et de commerce, le Gouvernement de réconciliation et d'unité nationale a continué à faire progresser la transformation de ses systèmes agroalimentaires pour les rendre plus efficaces, plus inclusifs, plus résilients et plus pérennes, garantissant ainsi un approvisionnement continu et adéquat d'aliments de qualité pour notre population et même pour l'exportation.

Ces efforts, qui s'inscrivent parfaitement dans nos politiques économiques, sociales et environnementales, nous ont permis de réduire la vulnérabilité économique; nous progressons dans la réalisation d'objectifs plus ambitieux dans les domaines de l'élimination de la faim, de l'insécurité alimentaire et de toutes les formes de malnutrition.

Nos mesures actuelles qui visent à promouvoir la sécurité alimentaire envisagent l'investissement public comme un élément déterminant de l'amélioration des conditions infrastructurelles, un principe fondamental de la transition vers de nouveaux modèles de production respectueux de la Terre nourricière.

Fort de cette vision stratégique, le Nicaragua réalise d'importants investissements dans la réhabilitation et dans la construction de nouvelles autoroutes et routes d'accès, ainsi que dans la santé, l'éducation et l'expansion du réseau électrique en utilisant des ressources renouvelables; aujourd'hui, 98% des familles ont l'électricité chez elles (70% de la production énergétique de notre pays est propre) et des progrès sont réalisés dans le développement des télécommunications et l'accès à l'eau et à l'assainissement. Au niveau national, l'accès à l'eau propre est estimé à 95% en 2023.

Le Nicaragua possède actuellement les meilleures autoroutes d'Amérique centrale et, selon le Forum économique mondial, il se classe parmi les cinq premiers pays d'Amérique latine en termes qualitatifs de son infrastructure routière.

Ces conditions préalables rendront accessibles les outils technologiques, et le monde rural pourra s'orienter vers une production agricole plus agile et durable, capable d'adapter et de mettre en œuvre des solutions innovantes pour combler les écarts qui entravent la transformation des systèmes de production, tout en réduisant les inégalités.

Monsieur le Président,

Les activités agricoles sont l'un des principaux moteurs de la croissance économique du Nicaragua et une source importante d'emploi, en particulier dans les zones rurales. Les familles d'exploitants agricoles jouent un rôle primordial dans le secteur agricole: elles produisent 80% des céréales de base et 65% des produits de l'élevage.

Par conséquent, la promotion de politiques et de programmes de développement axés sur les zones rurales reste nécessaire, tout comme l'investissement dans l'agriculture, dans les entreprises rurales et dans les mécanismes d'accès aux marchés nationaux et internationaux.

De ce fait, nous pensons que les sources de financement destinées aux pays en développement représentent une alternative viable qui rend possible la reprise inclusive et accessible à toutes et à tous, dans un contexte d'incertitude et de risque croissants.

Aujourd'hui plus que jamais, les activités promues par le FIDA sont pertinentes pour stimuler le financement du secteur rural et des petits exploitants familiaux. Il est important que, dans le cadre de sa fonction essentielle et de sa mission, le FIDA appuie et assiste les pays pour identifier des mécanismes de financement en faveur des pays en développement, qui sont les plus touchés par les crises récurrentes.

En conclusion, Monsieur le Président,

Nous réaffirmons notre engagement à travailler aux côtés du FIDA. Nous apprécions les efforts qu'il a entrepris pour renforcer l'ensemble des liens en améliorant l'accès au financement et à l'investissement, à la faveur d'une collaboration multilatérale plus étroite avec le secteur privé, les institutions financières, les organisations de producteurs et le monde universitaire qui permettront de prendre des engagements intersectoriels propices à des avancées inclusives et de parvenir à un développement rural durable. De plus, nous devons promouvoir la coopération Sud-Sud et triangulaire fondée sur la fraternité, le respect, la solidarité et la complémentarité.

Pour sa part, le Nicaragua poursuivra ses actions de lutte contre la faim et la pauvreté, par l'intermédiaire de nos politiques de justice sociale, dont les transformations sont et seront guidées par la population.

Je vous remercie.